



Fermeture de l'usine Altadis : réaction de M. Raffarin

Rubrique : actualités - Date : mercredi 30 juillet 2003

Suite à l'annonce mercredi dernier de la fermeture de l'usine de cigarettes lilloise Altadis, M. Raffarin a annoncé lors de sa conférence de presse du jeudi 24 juillet, qu'il proposerait un « contrat de site » à la région Nord-Pas-de-Calais, informe Le Monde. « Une procédure que nous avons développée avec Metaleurop et qui peut s'appliquer sur plusieurs territoires blessés par la fermeture d'usines » précisait-il encore après l'annonce du plan social d'Altadis. Le premier ministre s'est aussi dit « choqué par cette décision et la dimension politique qu'elle a voulu prendre puisqu'il a été sous-entendu que la politique de lutte contre le cancer était en opposition à la lutte pour l'emploi, une dialectique que je refuse ».

Quant au comité d'entreprise de l'usine franco-espagnol Altadis à Séville, il a annoncé des mesures de protestation « très musclée » contre le projet de fermeture de ce centre en 2005, écrit l'AFP. « Nous devons éviter la fermeture » de cette usine, « la plus ancienne fabrique de cigarettes au monde » qui emploie 233 personnes a expliqué la présidente de ce comité, Josefa Medrano. Le plan présenté par Altadis est un « coup dur et une folie. Il est regrettable que cette entreprise investisse dans la destruction d'emplois plus que dans la création de postes de travail » ajoute t-elle dans l'agence. L'usine du cigarettier a l'intention de supprimer 1 276 emplois (533 en France et 743 en Espagne). Altadis, qui veut préserver sa compétitivité, a justifié son projet par le déclin « structurel » de la consommation de tabac attribué aux politiques de santé et à la hausse de la fiscalité.